

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4014

[2007/202933]

21 JUIN 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Huy-Waremme en vue de l'extension d'une zone d'extraction et de la réaffectation en zone forestière d'une partie de cette zone, sur le territoire de la commune de Huy (Ben-Ahin) au lieu-dit "Rieudotte" (planche 48/2)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, en vigueur avant la modification décrétable du 27 novembre 1997, notamment l'article 40 modifié par les décrets des 6 mars 1985 et 27 avril 1989 et l'article 40bis y inséré par le décret du 6 mars 1985 et modifié par le décret du 9 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 1981 établissant le plan de secteur de Huy-Waremme;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 1996 adoptant le projet de modification partielle de la planche 48/2 du plan de secteur de Huy-Waremme en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension et remplacement partiel de la zone d'extraction située au lieu-dit "Rieudotte" à Huy (Ben-Ahin);

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers, les associations de personnes ainsi que les organismes publics et d'intérêt public lors de l'enquête publique qui s'est déroulée dans la commune de Huy du 8 mai au 22 juin 1996;

Vu l'avis favorable du conseil communal de Huy du 13 juin 1996;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial de Liège du 18 juillet 1996;

Vu l'avis favorable émis par la Commission régionale d'aménagement du territoire en date du 29 novembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 adoptant définitivement la modification partielle de la planche 48/2 du plan de secteur de Huy-Waremme portant sur l'inscription d'une zone d'extraction en remplacement partiel de la zone d'extraction située au lieu-dit "Rieudotte" à Huy (Ben-Ahin);

Vu le décret du 27 novembre 1997, qui prévoit de nouvelles dispositions applicables en matière de révision au plan de secteur mais qui indique, en son article 6, § 2, que "la révision d'un plan de secteur arrêté provisoirement par le gouvernement sur avis de la Commission régionale avant la date d'entrée en vigueur du présent décret peut poursuivre la procédure en vigueur avant cette date";

Vu le décret du 18 juillet 2002 qui prévoit également de nouvelles dispositions applicables en matière de révision au plan de secteur, mais qui prévoit, en son article 74 que "la révision d'un plan de secteur arrêté provisoirement par le gouvernement sur avis de la Commission régionale avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuit la procédure en vigueur avant cette date";

Vu le décret-programme du 3 février 2005 qui prévoit également de nouvelles dispositions applicables en matière de révision des plans de secteur, mais qui prévoit, en son article 101 que "la révision d'un plan de secteur arrêté provisoirement par le gouvernement sur avis de la Commission régionale avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuit la procédure en vigueur avant cette date. Les dispositions de l'article 46, § 1^{er}, tel que modifié par le présent décret, sont d'application à la date d'entrée en vigueur du présent décret";

Vu l'arrêt n° 155.159 de la treizième chambre du Conseil d'Etat, section d'administration, prononçant le 16 février 2006 l'annulation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 adoptant définitivement la modification partielle de la planche 48/2 du plan de secteur de Huy-Waremme portant sur l'inscription d'une zone d'extraction, en extension et remplacement partiel de la zone d'extraction située au lieu-dit "Rieudotte" à Huy (Ben-Ahin);

Considérant que l'arrêt n° 155.159 du 16 février 2006 est essentiellement motivé par le considérant suivant :

"Considérant qu'en l'espèce, l'arrêté du 29 février 1996, par lequel le gouvernement régional a mis le plan de secteur en révision, déclarant l'opération d'utilité publique, est formellement motivé quant à l'utilité publique de la révision; qu'il indique en son préambule les raisons pour lesquelles la zone précédemment inscrite en zone d'extraction au plan de secteur n'était pas économiquement exploitable, relate la demande de l'exploitant de pouvoir étendre l'exploitation dans une autre direction et évoque les retombées économiques du maintien de l'exploitation - 26 emplois directs et une activité non négligeable de sous-traitance, des investissements d'extension de quelque 100 000 000 BEF-, et l'impact positif sur les finances communales; que, par contre, l'arrêté attaqué n'est pas formellement motivé sur l'absence de retombées économiques, alors que les réclamations portaient notamment sur ce point; qu'il s'agissait là de réclamations pertinentes, l'utilité publique étant justifiée essentiellement dans l'arrêté de mise en révision par des considérations économiques; que l'arrêté attaqué se réfère à l'avis de la CRAT, lequel, à aucun moment, ne porte sur l'utilité publique de la révision; qu'il se réfère encore à l'arrêté de mise en révision, lequel, étant antérieur à l'enquête publique, n'a pu prendre en compte les réclamations; que, par conséquent, en ce que le moyen dénonce l'absence de motivation formelle, il est fondé";

Considérant que, l'annulation étant essentiellement justifiée par une absence de motivation formelle de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997, la procédure peut être reprise au stade de la formulation de la décision définitive, pour autant que soit formellement complétée la motivation lacunaire;

Considérant dès lors que les règles procédurales qui ont présidé à l'élaboration de l'arrêté du 17 avril 1997 doivent être appliquées en vertu des dispositions transitoires qui comportent les décrets modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine visés ci-avant;

Considérant que, si l'enquête publique a été organisée il y a plus de dix ans, la situation économique et environnementale n'a pas été fondamentalement modifiée pendant ce laps de temps : l'environnement immédiat de la carrière est resté identique, ne subissant aucune modification notable; la demande de produits carriers pouvant être extraits de la carrière de Rieudotte n'est nullement en régression et l'intérêt économique de l'exploitation n'a pas diminué;

Considérant qu'il n'est donc pas nécessaire d'organiser une nouvelle enquête publique pour actualiser celle qui avait été réalisée à l'époque;

Considérant que les réclamations et observations émises dans le cadre de l'enquête publique relèvent de trois types de considérations : demande de modification de la délimitation réelle de l'exploitation future; affirmations sur les retombées économiques et questions concernant les permis subséquents;

Considérant que le Gouvernement se rallie aux réponses apportées par la Commission régionale d'aménagement du territoire dans son avis du 29 novembre 1996;

Considérant, comme le relève la Commission, que le demandeur a communiqué au cours de l'enquête publique des informations permettant de préciser la délimitation de la zone qui sera réellement exploitée, limitée à 42 ha, en prenant en compte les contraintes d'exploitation suivantes : ligne à haute tension au Nord de l'extension prévue, zone tampon à l'Est, gisement non exploitable au Sud-Est, découvertures trop importantes au Sud-Ouest;

Considérant que le demandeur a depuis lors établi une proposition de périmètre encore plus réduit, d'une superficie de 29 ha, en excluant les terrains au nord-est ayant fait l'objet d'exploitations antérieures;

Considérant que la nouvelle délimitation, en éloignant le périmètre de la zone d'extraction du village de Gives à l'Est, en maintenant la chênaie-charmaie-hêtraie au Sud-Est, en diminuant l'emprise en zone agricole et en réduisant le volume extrait, est de nature à réduire les nuisances de la zone d'extraction;

Considérant que la réduction à 29 hectares de la surface affectée en zone d'extraction réduira le gisement exploitable de 15 000 000 à 10 000 000 de tonnes, ce qui permet tout de même une exploitation pendant une vingtaine d'années, selon un volume extrait de 450 000 à 600 000 tonnes/an;

Considérant que la réduction de la surface affectée en zone d'extraction entraînera, certes, une réduction du tonnage total de pierres pouvant être extraites de la carrière, que cette réduction ne remet cependant pas en cause l'intérêt économique de l'opération largement suffisant, compte tenu d'un marché qui n'est nullement en régression, pour amortir les investissements nécessaires à l'exploitation;

Considérant que les produits qui sortiront de la carrière seront des produits d'enrochement et de moellonnage (réaménagement de berges le long des fleuves; empièvements de routes et autoroutes, voire de lignes TGV; centrales à bétons; fabrication d'asphalte; fabrication de gabions, etc.) destinés aux marchés wallons et belges ainsi qu'aux pays limitrophes de la Belgique (Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg, éventuellement France);

Considérant, pour le surplus, en ce qui concerne les retombées économiques du présent acte, qu'aucune conclusion ne peut être tirée du fait que, depuis la délivrance à la SA BELMAGRI du permis d'extraction du 20 juillet 1998, l'activité qui a été entreprise sur le site est restée très réduite, sans atteindre les objectifs qui avaient été décrits initialement et sans générer les retombées économiques qui avaient été annoncées;

Considérant, en effet, que la SA BELMAGRI a exposé que, compte tenu des risques qui pesaient sur la modification du plan de secteur et le permis d'extraction qui lui avait été accordé, en raison du recours en annulation introduit contre l'arrêté du 17 avril 1997, elle n'avait souhaité mettre son autorisation en œuvre que sur une échelle extrêmement réduite, n'engageant pas les importants investissements (plus de 2,5 millions d'euros) qui auraient été nécessaires pour mettre pleinement en œuvre son autorisation;

Considérant que les quantités de pierre extraites de 1998 à 2006 sont en effet insignifiantes et que l'activité qui s'est déroulée dans le périmètre concerné par le présent acte n'est nullement représentative de celle qui est autorisée par le permis d'extraction délivré le 20 juillet 1998 à la SA BELMAGRI;

Considérant qu'à la fin des années 1980, les carrières de Rieudotte occupaient bien 26 personnes, en qualité d'ouvriers et d'employés;

Considérant que, si la diversification et la spécialisation croissante du secteur ne permettent plus aujourd'hui d'organiser l'exploitation d'une carrière selon les mêmes méthodes, et que, si pareille exploitation ne se comprend plus aujourd'hui sans le recours à de nombreux sous-traitants spécialisés (pour les opérations de découverte, pour celles de forage, dynamitage ou mise à fruit, pour celles de chargement ou de manutention, etc.), et, si, en conséquence, on peut s'attendre à ce que le personnel engagé par l'exploitant soit moins important, cela n'empêchera que la reprise d'activités induira nécessairement un nombre d'emplois total du même ordre de grandeur que celui des années 1990, mais différemment répartis, avec un recours moindre à l'emploi interne et un recours accru à la sous-traitance d'entreprises de la région;

Considérant que la reprise de l'activité sur la carrière devrait générer 12 emplois directs (emplois permanents sur le site), et de l'ordre du double en emplois indirects (ce nombre étant évidemment une moyenne, puisqu'il variera en fonction des quantités produites et du fait que celles-ci seront expédiées par bateau ou par camion);

Considérant que ces emplois trouveront place dans le contexte d'une région qui a toujours connu une intense activité dans le secteur des carrières, et où la main d'œuvre spécialisée est donc fortement présente;

Considérant que ces investissements auront, d'autre part, un impact non négligeable sur les finances communales puisque, indépendamment des retombées fiscales que cette reprise d'activité économique impliqueront nécessairement, la commune bénéficiera des redevances que les exploitants devront verser en proportion des tonnes de matières extraites;

Considérant que la modification ne fait que rectifier le périmètre adopté lors de l'élaboration du plan de secteur; qu'à l'époque, sans que l'intérêt de l'activité de carrières dans ce secteur ait été remis en cause, la zone d'extraction avait été dessinée de façon telle qu'elle englobe une partie de territoire boisé mais ne comprenant des bancs de pierre qu'à une profondeur telle qu'ils ne pouvaient être exploités que dans des conditions très onéreuses et peu respectueuses de l'environnement, tandis que les terrains comprenant un banc plus facile à exploiter avaient été placés en zone non exploitable; qu'il s'agit, aujourd'hui, de permuter ces zones en inscrivant les zones difficilement exploitables en zones boisées et les zones facilement exploitables en zones d'extraction;

Considérant que c'est à tort que les réclamants font valoir que d'autres carrières, appartenant d'ailleurs également au même exploitant, pourraient permettre de rencontrer adéquatement les besoins en pierres; que les sites de Modave et Marchin auxquels il est fait référence, ne présentent des possibilités d'extraction que beaucoup plus réduites (300 000 tonnes maximum à Modave et 250 000 tonnes maximum à Marchin, alors qu'à Rieudotte, la production sera de l'ordre de 450 000 à 600 000 tonnes par an) et n'ont pas l'avantage, appréciable tant au point de vue économique qu'au point de vue environnemental, d'être situées, comme la carrière de Rieudotte, à front d'une voie d'eau navigable;

Considérant que la modification envisagée est donc indispensable pour préserver l'activité extractive dans cette région où elle est séculaire;

Considérant que, dans son avis du 29 novembre 1996, la Commission estime que de nombreuses questions relevées dans l'enquête publique concernant le permis d'extraction et seront abordées dans l'étude d'incidences sur l'environnement qui accompagnera obligatoirement la demande de permis;

Considérant que, postérieurement à l'adoption de l'arrêté du 17 avril 1997, la SA BELMAGRI a sollicité un permis d'extraction dans le périmètre qui avait été modifié par ledit arrêté;

Considérant que, dans le cadre de l'instruction de cette demande de permis d'extraction, une étude d'incidences a été réalisée;

Considérant que l'étude d'incidences et le permis d'extraction du 20 juillet 1998 ont bien abordé les questions soulevées lors de l'enquête publique précitée;

Considérant que ces questions pourront à nouveau être examinées dans le cadre de tout nouveau permis unique qui serait délivré dans le périmètre de la zone;

Considérant que l'article 46, § 1^{er}, susdit prévoit qu'en cas de modification d'un plan de secteur, "l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement";

Considérant que le présent arrêté prévoit la réaffectation en zone forestière de terrains d'une superficie de 29 hectares, originellement affectés en zone d'extraction par l'arrêté royal du 20 novembre 1981 établissant le plan de secteur de Huy-Waremme pour lesquels les études menées préalablement au présent arrêté, ont démontré qu'il n'était pas opportun de l'exploiter;

Considérant que cette réaffectation en zone forestière d'une surface de 29 hectares, équivalente à la surface de la zone affectée en zone d'extraction, permet d'assurer le respect des impositions prévues par l'article 46, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, tel qu'il a été modifié par le décret du 3 février 2005;

Sur proposition du Ministre du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur de Huy-Waremme en vue de l'extension d'une zone d'extraction et de la réaffectation en zone forestière d'une partie de cette zone, sur le territoire de la commune de Huy (Ben-Ahin) au lieu-dit "Rieudotte" (Planche 48/2) est définitivement adoptée conformément à la carte ci-annexée.

Art. 2. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 juin 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

L'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire du 29 novembre 1996 a été publié au *Moniteur belge* du 16 mai 1997, à la page 12165.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4014

[2007/202933]

21. JUNI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans von Huy-Waremme zwecks der Erweiterung eines Abbaugebiets und der Änderung der Zweckbestimmung eines Teils dieses Gebiets als Forstgebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Huy (Ben-Ahin) in der Ortschaft "Rieudotte" (Karte 48/2)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in Kraft vor der Dekretänderung vom 27. November 1997, insbesondere des Artikels 40, abgeändert durch die Dekrete vom 6. März 1985 und vom 27. April 1989 und des Artikels 40bis, eingefügt durch das Dekret vom 6. März 1985 und abgeändert durch das Dekret vom 9. Dezember 1993;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. November 1981 zur Festlegung des Sektorenplans Huy-Waremme;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 1996 zur Annahme des Projekts zur Teiländerung der Karte 48/2 des Sektorenplans Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung und teilweise Ersetzung des in der Ortschaft "Rieudotte" in Huy (Ben-Ahin) gelegenen Abbaugebiets.

Aufgrund der Bemerkungen und Einwände von Privatpersonen, Vereinigungen von natürlichen Personen sowie von öffentlichen Einrichtungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses anlässlich der öffentlichen Untersuchung, die vom 8. Mai bis zum 22. Juni 1996 in der Gemeinde Huy stattgefunden hat;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Gemeinderates von Huy vom 13. Juni 1996;

Aufgrund des am 18. Juli 1996 abgegebenen Gutachtens des ständigen Ausschusses des Provinzialrates Lüttich;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 29. November 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 zur endgültigen Annahme der Teiländerung der Karte 48/2 des Sektorenplans Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets als teilweise Ersetzung des in der Ortschaft "Rieudotte" in Huy (Ben-Ahin) gelegenen Abbaugebiets;

Aufgrund des Dekrets vom 27. November 1997, durch das neue anzuwendende Bestimmungen in Sachen Revision der Sektorenpläne vorgesehen werden, dessen Artikel 6 § 2 jedoch lautet: "Die Revision eines Sektorenplanes, die auf Gutachten des Regionalausschusses vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets vorläufig durch die Regierung verabschiedet worden ist, kann gemäß dem vor diesem Datum gültigen Verfahren weiterbehandelt werden";

Aufgrund des Dekrets vom 18. Juli 2002, durch das ebenfalls neue anzuwendende Bestimmungen in Sachen Revision der Sektorenpläne vorgesehen werden, dessen Artikel 74 jedoch lautet: "Im Falle der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch die Regierung auf Gutachten des Regionalausschusses vorläufig angenommenen Revision eines Sektorenplanes wird das vor diesem Datum geltende Verfahren weitergeführt.";

Aufgrund des Programmdekrets vom 3. Februar 2005, durch das ebenfalls neue anzuwendende Bestimmungen in Sachen Revision der Sektorenpläne vorgesehen werden, dessen Artikel 101 jedoch lautet: "Im Falle der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch die Regierung auf Gutachten des Regionalausschusses vorläufig angenommenen Revision eines Sektorenplanes wird das vor diesem Datum geltende Verfahren weitergeführt. Die Bestimmungen von Artikel 46 § 1 in seiner durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung, sind am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets anwendbar."

Aufgrund des Urteils Nr. 155.159 von Kammer XIII des Staatsrates, Abteilung Verwaltung, durch das die Nichtigkeit des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 zur endgültigen Annahme der Teiländerung der Karte 48/2 des Sektorenplans Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung und teilweise Ersetzung des in der Ortschaft "Rieudotte" in Huy (Ben-Ahin) gelegenen Abbaugebiets erklärt wurde;

In der Erwägung, dass das Urteil Nr. 155.159 vom 16. Februar 2006 hauptsächlich durch den folgenden Erwägungsgrund begründet wird:

“In der Erwägung, dass in dem vorliegenden Fall das Urteil vom 29. Februar 1996, durch welches die Regionalregierung den Sektorenplan einer Revision unterworfen und die Maßnahme für gemeinnützig erklärt hat, formal begründet ist, was die Gemeinnützigkeit der Revision betrifft;

dass es in dem Präambel die Gründe angibt, aus welchen das früher im Sektorenplan als Abbaugebiet eingetragene Gebiet nicht bewirtschaftet werden konnte, den Antrag des Betreibers erklärt, den Betrieb in eine andere Richtung erweitern zu können, und die wirtschaftlichen Auswirkungen der Beibehaltung des Betriebs - 26 direkte Arbeitsplätze und eine nicht zu vernachlässigende Aktivität für Nachunternehmer, Erweiterungsinvestitionen von ungefähr 100 000 000 BEF - und die positiven Auswirkungen auf die Gemeindefinanzen erwähnt;

dass im Gegensatz dazu der angefochtene Erlass über die fehlenden wirtschaftlichen Auswirkungen nicht formal begründet ist, obwohl die Beanstandungen u.a. diesen Punkt betrafen; dass die Beanstandungen relevant waren, da die Gemeinnützigkeit im Erlass zur Revision hauptsächlich durch wirtschaftliche Erwägungen begründet war; dass sich der angefochtene Erlass auf das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung bezieht, und dass dieses die Gemeinnützigkeit der Revision durchaus nicht betrifft;

dass es sich ebenfalls auf den Erlass bezieht, durch den eine Revision beschlossen wurde, und der vor der öffentlichen Untersuchung angenommen wurde, und daher die Beanstandungen nicht in Betracht ziehen konnte; dass der Klagegrund, insofern er die fehlende formale Begründung bemängelt, in folgedessen gerechtfertigt ist;“

In der Erwägung, dass die Nichtigkeitserklärung hauptsächlich durch die fehlende formale Begründung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 gerechtfertigt war, und dass das Verfahren im Stadium der Formulierung der endgültigen Entscheidung wieder aufgenommen werden kann, vorausgesetzt, dass die lückenhafte Begründung ergänzt wird;

In der Erwägung daher, dass die Verfahrensregeln, die den Grundsatz der Erstellung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 bildeten, aufgrund der vorerwähnten Übergangsbestimmungen, u.a. der Dekrete zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, anzuwenden sind.

In der Erwägung, dass auch wenn die öffentliche Untersuchung schon vor über zehn Jahren organisiert wurde, sich die wirtschaftliche und Umweltlage in dieser Zeitspanne nicht grundsätzlich verändert hat: die unmittelbare Umgebung des Steinbruchs ist identisch geblieben und hat keine bedeutende Veränderung gekannt; die Nachfrage nach Steinbruchprodukten, die aus dem Steinbruch von Rieudotte gewonnen werden können, kennt keinen Rückgang und das wirtschaftliche Interesse des Betriebs ist nicht gesunken;

In der Erwägung, dass es also nicht notwendig ist, eine neue öffentliche Untersuchung zu organisieren, um diejenige, die damals durchgeführt wurde, zu aktualisieren;

In der Erwägung, dass die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beanstandungen und Bemerkungen dreierlei sind: Antrag auf eine Abänderung der tatsächlichen Abgrenzung des zukünftigen Betriebs; Behauptungen über die wirtschaftlichen Auswirkungen und Fragen bezüglich der nachfolgenden Genehmigungen;

In der Erwägung, dass sich die Regierung den von dem Regionalausschuss für Raumordnung in seinem Gutachten vom 29. November 1996 gegebenen Antworten anschließt;

In der Erwägung, wie der Ausschuss es bemerkt, dass der Antragsteller im Laufe der öffentlichen Untersuchung Informationen mitgeteilt hat, anhand deren die Abgrenzung des Gebiets, das wirklich bewirtschaftet wird und auf 42 ha begrenzt ist, genauer bestimmt werden kann, wobei die folgenden Belastungen für den Betrieb berücksichtigt werden: Hochspannungslinie nördlich der vorgesehenen Erweiterung, Pufferzone im Osten, nicht bewirtschaftbares Vorkommen im Südosten, zu großer Abraum im Südwesten;

In der Erwägung, dass der Antragsteller seitdem einen noch geringeren Umkreis mit einer Fläche von 29 ha vorgeschlagen hat, der die schon früher bewirtschafteten Grundstücke im Nordosten ausschließt;

In der Erwägung, dass mit der neuen Abgrenzung der Umkreis des Abbaugebiets ferner vom Dorf Gives im Osten liegt, der Eichen-, Weißbuchen- und Rotbuchenwald beibehalten wird, die Grundfläche im Agrargebiet geringer ist, und das gewonnene Volumen reduziert wird, und dass dadurch die Belastungen des Abbaugebiets beschränkt werden können;

In der Erwägung, dass die Verminderung auf 29 ha der als Abbaugebiet bestimmten Fläche das verwertbare Vorkommen von 15 000 000 auf 10 000 000 Tonnen reduzieren wird, was jedoch den Betrieb während ca. zwanzig Jahren mit einem gewonnenen Volumen von 450 000 bis 600 000 Tonnen pro Jahr erlaubt;

In der Erwägung, dass mit der Reduzierung der als Abbaugebiet bestimmten Fläche eine Senkung des gesamten Tonnengewichts der Steine, die vom Steinbruch gewonnen werden können, zwar herbeiführen wird, dass diese Senkung aber das wirtschaftliche Interesse der Maßnahme nicht in Frage stellt, der weitgehend ausreichend ist, um die für den Betrieb erforderlichen Investitionen zu amortisieren, da der Markt überhaupt keinen Rückgang kennt;

In der Erwägung, dass die Produkte aus dem Steinbruch Produkte für Steingrundierung und Bau mit Bruchstein (Neugestaltung von Ufern entlang der Flüsse; Beschotterung von Straßen und Autobahnen, ggf. von TGV-Linien; Betonfabrike; Asphaltherstellung; Drahtkorbherstellung, usw.) sein werden, und für wallonische und belgische Märkte sowie für die Nachbarländer von Belgien (Niederlande, Deutschland, Luxemburg, und ggf. Frankreich) bestimmt sein werden;

In der Erwägung, außerdem, was die wirtschaftlichen Auswirkungen der vorliegenden Akte betrifft, dass keine Schlussfolgerung daraus gezogen werden kann, dass seit der Erteilung an die “SA BELMAGRI” der Abbaugenehmigung am 20. Juli 1998 die auf dem Gebiet unternommene Aktivität sehr gering geblieben ist, ohne die Ziele zu erreichen, die ursprünglich beschrieben worden waren und ohne die angekündigten wirtschaftlichen Auswirkungen zu bringen;

In der Erwägung nämlich, dass die “SA BELMAGRI” erklärt hat, dass angesichts der Risiken, die wegen der gegen den Erlass vom 17. April 1997 eingereichten Nichtigkeitsklage die Abänderung des Sektorenplans und das erteilte Abbaugebiet belasten, sie ihre Erlaubnis lediglich auf einer sehr geringen Ebene geben wollte, und die großen Investitionen (mehr als 2,5 Millionen Euro), die zur vollständigen Anwendung ihrer Erlaubnis notwendig gewesen wären, nicht eingehen wollte;

In der Erwägung, dass die Mengen der zwischen 1998 und 2006 gewonnenen Steine tatsächlich geringfügig sind, und dass die Aktivität, die im durch die vorliegende Akte betroffenen Umkreis stattgefunden hat, keineswegs repräsentativ der durch die am 20. Juli 1998 der S.A. BELMAGRI erteilten Genehmigung zugelassenen Aktivität ist;

In der Erwägung, dass am Ende der achtziger Jahre wohl 26 Personen als Arbeiter und Angestellte in den Steinbrüchen von Rieudotte beschäftigt waren;

In der Erwägung, dass auch wenn die Diversifizierung und die steigende Spezialisierung des Sektors heute nicht mehr erlauben, den Betrieb eines Steinbruchs nach den gleichen Methoden zu organisieren, und wenn ein solcher Betrieb heutzutage nicht mehr ohne Heranziehung zahlreicher spezialisierter Nachunternehmer (für Aufschluss,

Bohrungen, Sprengungen oder Bildung von Überhängen, für Ladung oder Handhabung usw.) und wenn es infolgedessen zu erwarten ist, dass das vom Betreiber angestellte Personal nicht so zahlreich ist, es jedoch nicht verhindert, dass die Wiederinbetriebnahme jedenfalls insgesamt eine so große Anzahl Arbeitsstellen wie in den neunziger Jahren, jedoch mit einer anderen Verteilung bringen wird, mit weniger internen Arbeitsplätzen aber mehr Heranziehung der Nachunternehmer der Gegend;

In der Erwägung, dass die Wiederaufnahme der Aktivität im Steinbruch 12 direkte Arbeitsplätze (ständige Arbeitsplätze auf dem Gelände) und ungefähr doppelt so viele indirekte Arbeitsplätze erzeugen sollte (diese Anzahl entspricht natürlich einem Durchschnitt, da sie je nach den erzeugten Mengen und je nach, ob sie per Schiff oder per LKW befördert werden, abhängt);

In der Erwägung, dass diese Arbeitsplätze im Zusammenhang einer Gegend entstehen werden, die schon immer eine rege Aktivität im Bereich der Steinbrüche gekannt hat, wo viele spezialisierte Arbeitskraft zu finden ist;

In der Erwägung, dass diese Investitionen einerseits bedeutende Auswirkungen auf die Gemeindefinanzen haben wird, da unabhängig der auf jeden Fall von dieser Wiederaufnahme der wirtschaftlichen Aktivität gebrachten steuerlichen Auswirkungen, die Gemeinde die Gebühren, die von den Betreibern im Verhältnis zu den Tonnen gewonnenen Stoffen zu zahlen haben werden, beziehen wird;

In der Erwägung, dass die Abänderung den bei der Erstellung des Sektorenplans angenommenen Umkreis lediglich berichtigt; dass das Abbaugelände auch ohne Infragestellung des Interesses der Steinbruchaktivität in diesem Sektor damals so gezeichnet worden war, dass sie einen Teil bewaldetes Gebiets umfasst, dessen Tiefe der Steinschichten aber so gering ist, dass sie nur unter sehr kostspieligen und wenig umweltfreundlichen Bedingungen verwertet werden konnten, obwohl die Grundstücke, die eine leichter zu bewirtschaftete Steinschicht umfassen, als nicht verwertbares Gebiet eingetragen worden waren; dass es heute gilt, diese Gebiete auszutauschen, indem die schwer zu verwertenden Gebiete als Forstgebiete und die leicht zu verwertenden Gebiete als Abbaugelände eingetragen werden;

In der Erwägung, dass die Beschwerden zu unrecht gelten machen, dass andere Steinbrüche, die übrigens demselben Betreiber gehören, dem Steinbedarf gerecht entgegenkommen könnten; dass die erwähnten Gelände von Modave und Marchin nur viel geringere Abbaumöglichkeiten aufweisen (höchstens 300 000 Tonnen in Modave und höchstens 250 000 Tonnen in Marchin, während die Erzeugung in Rieudotte in der Größenordnung von 450 000 bis 600 000 Tonnen jährlich liegen würde), und nicht den sowohl wirtschaftlich als auch in umweltbezogener Hinsicht günstigen Vorteil aufweisen, wie der Steinbruch Rieudotte an einer schiffbare Wasserstraße zu liegen;

In der Erwägung, dass die geplante Abänderung somit unerlässlich ist, um die Abbautätigkeit in dieser Gegend, wo sie schon jahrhundertlang besteht, beizubehalten;

In der Erwägung, dass in ihrem Gutachten vom 29. November 1996 der Ausschuss erachtet, dass zahlreiche Fragen, die in der öffentlichen Untersuchung gestellt wurden, die Gewinnungsgenehmigung betreffen und in der Umweltverträglichkeitsprüfung, die für den Genehmigungsantrag Pflicht ist, behandelt werden;

In der Erwägung, dass nach der Verabschiedung des Erlasses vom 17. April 1997 die "SA BELMAGRI" eine Gewinnungsgenehmigung in dem Umkreis, der durch den besagten Erlass abgeändert worden war, beantragt hat;

In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung im Rahmen der Untersuchung dieses Antrags auf eine Gewinnungsgenehmigung durchgeführt wurde; In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung und der Gewinnungsgenehmigung vom 20. Juli 1998 die im Laufe der vorerwähnten öffentlichen Untersuchung gestellten Fragen tatsächlich behandelt wurden;

In der Erwägung, dass diese Fragen im Rahmen jeglicher neuen Globalgenehmigung, die innerhalb dieses Gebiets erteilt würde, erneut behandelt werden können,

In der Erwägung, dass im vorerwähnten Artikel 46, § 1, verfügt wird, dass im Falle der Abänderung eines Sektorenplans ädie Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets ausgeglichen wird, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung.;"

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass die Änderung der Zweckbestimmung einer Fläche von 29 ha als Forstgebiet vorsieht, der durch den Königlichen Erlass vom 20. November 1981 zur Festlegung des Sektorenplans Huy-Waremme ursprünglich die Zweckbestimmung als Abbaugelände gegeben worden war, und für welche die vor Annahme des vorliegenden Erlasses durchgeführten Studien nachgewiesen haben, dass ihre Verwertung nicht zweckmäßig war;

In der Erwägung, dass diese Änderung der Zweckbestimmung als Forstgebiet einer Fläche von 29 ha, die der Fläche des als Abbaugelände bestimmten Gebiets entspricht, erlaubt, die Einhaltung der im durch das Dekret vom 3. Februar 2005 abgeänderten Artikel 46, § 1, des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehenen Bestimmungen zu gewährleisten;

Auf Vorschlag des Ministers der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Revision des Sektorenplans von Huy-Waremme zwecks der Erweiterung eines Abbaugeländes und der Änderung der Zweckbestimmung eines Teils dieses Gebiets als Forstgebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Huy (Ben-Ahin) in der Ortschaft "Rieudotte" (Karte 48/2) wird gemäß der beigefügten Karte endgültig angenommen.

Art. 2 - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Juni 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung vom 29. November 1996 wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Mai 1997, Seite 12165 veröffentlicht.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4014

[2007/202933]

21 JUNI 2007. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de herziening van het gewestplan Hoei-Borgworm definitief aangenomen wordt met het oog op de uitbreiding van een ontginningsgebied en op de herbestemming als bosgebied van een gedeelte van dat gebied op het grondgebied van de gemeente Hoei (Ben-Ahin), plaatsnaam "Rieudotte" (blad 48/2)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, stedenbouw en Patrimonium, van kracht vóór de decreetswijziging van 27 november 1997, inzonderheid op artikel 40, gewijzigd bij de decreten van 6 maart 1985 en 27 april 1989, en op artikel 40bis, ingevoegd bij het decreet van 6 maart 1985 en gewijzigd bij het decreet van 9 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 september 1981 tot opstelling van het gewestplan Hoei-Borgworm;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 1996 waarbij het ontwerp tot gedeeltelijke wijziging van blad 48/2 van het gewestplan Hoei-Borgworm aangenomen wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied ter uitbreiding en gedeeltelijke vervanging van het ontginningsgebied gelegen in het gehucht "Rieudotte" in Hoei (Ben-Ahin);

Gelet op de bezwaarschriften en opmerkingen die particulieren, verenigingen van personen alsook openbare instellingen en instellingen van openbaar nut ingediend hebben tijdens het openbaar onderzoek dat tussen 8 mei en 22 juni 1996 in de gemeente Hoei heeft plaatsgevonden;

Gelet op het gunstige advies van de gemeenteraad van Hoei van 13 juni 1996;

Gelet op het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad van Luik van 18 juli 1996;

Gelet op het gunstige advies uitgebracht op 29 november 1996 door de "Commission régionale de l'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 waarbij de gedeeltelijke wijziging van blad 48/2 van het gewestplan Hoei-Borgworm definitief aangenomen wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied ter gedeeltelijke vervanging van het ontginningsgebied gelegen in het gehucht "Rieudotte" in Hoei (Ben-Ahin);

Gelet op het decreet van 27 november 1997 dat voorziet in nieuwe voorschriften die toepasselijk zijn inzake de herziening van het gewestplan maar dat in zijn artikel 6, § 2, bepaalt dat "de herziening van een gewestplan dat door de Regering na advies van de gewestelijke commissie voorlopig is vastgelegd vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, wordt voortgezet volgens de vóór die datum vigerende procedure;

Gelet op het decreet van 18 juli 2002, dat eveneens voorziet in nieuwe voorschriften die toepasselijk zijn inzake de herziening van het gewestplan maar dat in zijn artikel 74 bepaalt dat "de herziening van een gewestplan dat door de Regering na advies van de gewestelijke commissie voorlopig is vastgelegd vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, wordt voortgezet volgens de vóór die datum vigerende procedure;

Gelet op het programmadecreet van 3 februari 2005, dat eveneens voorziet in nieuwe voorschriften die toepasselijk zijn inzake de herziening van gewestplannen maar dat in zijn artikel 101 bepaalt dat "de herziening van een gewestplan dat door de Regering na advies van de gewestelijke commissie voorlopig is vastgelegd vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, wordt voortgezet volgens de vóór die datum vigerende procedure; De bepalingen van artikel 46, §§ 1, zoals gewijzigd bij dit decreet, gelden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.";

Gelet op het arrest nr. 155.159 van de dertiende kamer van de Raad van State, sectie administratie, waarbij het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 waarbij de gedeeltelijke wijziging van blad 48/2 van het gewestplan Hoei-Borgworm definitief is aangenomen met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied ter uitbreiding en gedeeltelijke vervanging van het ontginningsgebied gelegen in het gehucht "Rieudotte" in Hoei (Ben-Ahin) op 16 februari 2006 nietig is verklaard;

Overwegende dat het arrest nr. 155.159 van 16 februari 2006 voornamelijk gemotiveerd is door volgende considerans :

"Overwegende dat het besluit van 29 februari 1996 waarbij de Gewestregering het gewestplan ter herziening heeft gelegd en die handeling van openbaar nut heeft verklaard, in casu uitdrukkelijk gemotiveerd is wat het openbaar nut van de herziening betreft; dat in de aanhef van het besluit gewag wordt gemaakt van de redenen waarom het gebied, dat voorheen als ontginningsgebied in het gewestplan was opgenomen, economisch niet ontginbaar was, dat het melding maakt van het verzoek van de exploitant waarbij hij vraagt om de ontginning in een andere richting te mogen uitbreiden en wijst op de economische gevolgen van de handhaving van de ontginning - 26 rechtstreekse banen en een niet te verwaarlozen toeleveringsactiviteit, omtrent 100 000 000 BEF uitbreidingsinvesteringen en een positieve weerslag op de gemeentelijke financiën; dat, daarentegen, het aangevochten besluit niet uitdrukkelijk gemotiveerd is inzake het gebrek aan economische gevolgen, terwijl de bezwaarschriften o.a. op dat punt sloegen; dat het ging om relevante opmerkingen naar het openbaar nut in het besluit tot ter herzieninglegging gewettigd was door economische overwegingen; dat het aangevochten besluit verwijst naar het advies van de "CRAT", dat geen enkel ogenblik betrekking heeft op het openbaar nut van de herziening; dat het nog verwijst naar het besluit tot herzieninglegging dat de bezwaarschriften niet in overweging heeft kunnen nemen daar het aan het openbaar onderzoek voorafging; dat, bijgevolg, het middel, door het gebrek aan uitdrukkelijke motivatie aan het licht te brengen, gegrond is";

Overwegende dat de procedure weer opgenomen kan worden bij de formulering van de definitieve beslissing daar de nietigverklaring voornamelijk gewettigd wordt door een gebrek aan uitdrukkelijke motivering van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997, voor zover de gebrekkige motivering uitdrukkelijk vervolledigd wordt;

Overwegende derhalve dat de procedureregels die gebruikt werden voor het uitwerken van het besluit van 17 april 1997 toegepast moeten worden krachtens bovenbedoelde overgangsbepalingen bestaande uit de decreten tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat het openbaar onderzoek meer dan tien geleden is georganiseerd en dat de economische en milieutoestand niet grondig is veranderd gedurende die periode: de rechtstreekse omgeving van de groeve is ongewijzigd daar ze geen noemenswaardige verandering heeft ondergaan; de vraag naar groeueproducten die uit de groeve van Rieudotte gehaald kunnen worden neemt geenszins af en het economische belang van de ontginning is niet minder geworden;

Overwegende dat dus geen nieuw openbaar onderzoek georganiseerd moet worden om het destijds verrichte onderzoek te actualiseren;

Overwegende dat de bezwaarschriften en opmerkingen ingediend in het kader van het openbaar onderzoek onder drie soorten overwegingen vallen: aanvraag tot wijziging van de reële afbakening van de toekomstige ontginning; bevestigingen betreffende de economische gevolgen en vragen i.v.m. de desbetreffende vergunningen;

Overwegende dat de Regering instemt met de antwoorden die de "Commission régionale d'aménagement du territoire" in haar advies van 29 november 1996 heeft gegeven;

Overwegende dat de aanvrager, zoals de "Commission" erop wijst, tijdens het openbaar onderzoek gegevens heeft overgemaakt op grond waarvan de afbakening van het gebied dat daadwerkelijk ontgonnen zal worden (hoogstens 42 ha) nader bepaald zal kunnen worden, waarbij rekening gehouden wordt met de volgende ontginningsvoorwaarden: hoogspanningslijn ten noorden van de geplande uitbreiding, bufferzone in het oosten, niet ontginbare afzetting in het zuidoosten, te grote openleggingen in het zuidwesten;

Overwegende dat de aanvrager sindsdien door het uitsluiten van de noordoostelijke terreinen die het voorwerp van vroegere ontginningen hebben uitgemaakt, een nog beperkter omtrekvoorstel heeft gedaan (29 ha oppervlakte);

Overwegende dat de nieuwe afbakening, door de omtrek van het ontginningsgebied te verwijderen van het dorp Gives in het oosten, door het eiken-, haagbeuken- en beukenbos in het zuidoosten te behouden, door de grondinneming voor landbouwgebied te verminderen en de ontgonnen hoeveelheid te beperken, van dien aard is dat ze de hinder van het ontginningsgebied zal beperken;

Overwegende dat de inperking tot 29 ha van de voor ontginningsgebied bestemde oppervlakte de ontginbare afzetting van 15 000 000 tot 10 000 000 ton zal verminderen, waardoor toch nog een twintigtal jaren ontgonnen zal kunnen worden naar rato van een ontgonnen hoeveelheid van 450 000 tot 600 000 ton/jaar;

Overwegende dat de inperking van de voor ontginningsgebied bestemde oppervlakte weliswaar een vermindering van het totaal aantal ton steen dat uit de groeve gehaald kan worden tot gevolg zal hebben, dat die vermindering het ruim voldoende economische belang van de handeling evenwel niet op het spel zet, rekening houdend met een markt die geenszins afneemt, om de voor de ontginning vereiste investeringen af te schrijven;

Overwegende dat de producten die uit de groeve zullen komen producten zullen zijn voor steenvulling en bloksteenconstructie (herinrichting van de rivierbermen; steenslagverhardingen voor wegen en autowegen, zelfs van HST-lijnen; betoncentrales; asfaltfabricage; fabricage van schanskorven, enz.) bestemd voor de Waalse en Belgische markten, alsook voor de landen die aan België grenzen (Nederland, Duitsland, Luxemburg, eventueel Frankrijk);

Overwegende, voor het overige, dat wat de economische gevolgen van deze handeling betreft, geen conclusie getrokken kan worden uit het feit dat de activiteit die op de locatie werd ondernomen zeer beperkt is gebleven sinds de afgifte van de ontginningsvergunning van 20 juli 1998 aan de SA BELMAGRI, zonder de aanvankelijk omschreven doelstellingen te halen en zonder de aangekondigde economische gevolgen teweeg te brengen;

Overwegende immers dat de SA BELMAGRI gesteld heeft dat zij, rekening houdend met de risico's gekoppeld aan de wijziging van het gewestplan en de haar toegekende ontginningsvergunning naar aanleiding van het beroep tot nietigverklaring ingediend tegen het besluit van 17 april 1997, haar vergunning slechts op zeer beperkte schaal ten uitvoer wenste te leggen en de belangrijke investeringen (meer dan 2,5 miljoen euro) niet heeft verricht die nodig geweest waren om haar vergunning ten volle ten uitvoer te leggen;

Overwegende dat de tussen 1998 en 2006 ontgonnen steenhoeveelheden immers onbelangrijk zijn en dat de activiteit die plaatsgevonden heeft in de omtrek waarop deze akte slaat geenszins representatief is voor die welke toegelaten wordt op grond van de ontginningsvergunning die op 20 juli 1998 is afgegeven aan de SA BELMAGRI;

Overwegende dat de steengroeven van Rieudotte eind jaren 1980 wel 26 personen, arbeiders en bedienden, tewerkstelden;

Overwegende dat, ook al kan de ontginning van een steengroeve vanwege de toenemende diversifiëring en specialisatie van de sector nu niet meer volgens dezelfde technieken georganiseerd worden en thans niet meer denkbaar is zonder een beroep te doen op talrijke gespecialiseerde onderaannemers (voor handelingen i.v.m. blootlegging, boren, opblazen met dynamiet of taludvorming, lading of overlading, enz.), en ook al bijgevolg verwacht kan worden dat de exploitant minder personeel in dienst zal nemen, dit niet weg zal nemen dat de hervatting van activiteiten noodzakelijkerwijs in totaal evenveel banen als in de jaren 1990 met zich mee zal brengen, weliswaar anders verspreid, waarbij minder beroep zal worden gedaan op interne tewerkstelling en meer op toeleveringsbedrijven van de streek;

Overwegende dat de hervatting van de activiteit in de steengroeve goed zou moeten zijn voor 12 rechtstreekse banen (vaste banen op de locatie) en voor twee keer zoveel onrechtstreekse banen (het gaat hier vanzelfsprekend om een gemiddelde daar het zal schommelen naar gelang van de voortgebrachte hoeveelheden en van het feit dat deze per schip of vrachtwagen verstuurd worden);

Overwegende dat deze banen zullen passen in de context van een streek waar de steengroevenactiviteit altijd al intens is geweest en waar bijgevolg gespecialiseerde arbeidskrachten sterk aanwezig zijn;

Overwegende dat die investeringen overigens een niet te verwaarlozen weerslag op de gemeentelijke financiën zullen hebben daar de gemeente voordeel zal trekken van de bijdragen die de exploitanten op grond van het aantal ton ontgonnen stoffen moeten storten, ongeacht de fiscale gevolgen die de economische activiteitenhervatting noodzakelijkerwijs met zich mee zal brengen;

Overwegende dat de wijziging de bij het opmaken van het gewestplan aangenomen omtrek alleen maar rectificeert; dat het ontginningsgebied werd uitgetekend zodat het een gedeelte bebost grondgebied zou bevatten maar waar de steenlagen op een diepte te vinden waren waar ze slechts onder zeer dure voorwaarden en met weinig inachtneming voor het milieu ontgonnen konden worden terwijl de terreinen met een vlotter ontginbare laag in een onontginbaar gebied geplaatst werden zonder het belang van de steengroevenactiviteit in die sector op het spel te zetten; dat deze gebieden nu omgewisseld moten worden door de moeilijk ontginbare gebieden als bosgebieden en de vlot ontginbare gebieden als ontginningsgebied op te nemen;

Overwegende dat de eisers onterecht laten gelden dat andere steengroeven, die overigens ook dezelfde exploitant toebehoren, naar behoren zouden kunnen inspelen op de steenvraag; dat de sites van Modave en Marchin waarnaar verwezen wordt slechts veel beperktere ontginningsmogelijkheden bieden (maximum 300 000 ton in Modave en maximum 250 000 ton in Marchin tegen 450 000 tot 600 000 ton per jaar in Rieudotte) en niet, zoals de steengroeve van Rieudotte, langs een bevaarbare waterloop liggen, wat zowel uit economisch als uit milieuoogpunt een groot voordeel is;

Overwegende dat de geplande wijziging dus noodzakelijk is voor het behoud van de ontginningsactiviteit in die streek waar ze seculair is;

Overwegende dat de "Commission" in haar advies van 29 november 1996 acht dat talrijke vragen die tijdens het openbaar onderzoek zijn gesteld de ontginningsvergunning betreffen en dat erop ingegaan zal worden in het milieueffectonderzoek dat bij de vergunningsaanvraag gevoegd moet worden;

Overwegende dat de SA BELMAGRI na de aanneming van het besluit van 17 april 1997 een ontginningsvergunning heeft aangevraagd voor de omtrek die bij genoemd besluit was gewijzigd;

Overwegende dat in het kader van de behandeling van die aanvraag tot ontginningsvergunning een effectonderzoek is uitgevoerd;

Overwegende dat het effectonderzoek en de ontginningsvergunning van 20 juli 1998 wel degelijk zijn ingegaan op de vragen die tijdens genoemd openbaar onderzoek zijn gesteld;

Overwegende dat deze vragen opnieuw behandeld kunnen worden in het kader van elke nieuwe eenmalige vergunning die afgegeven zou worden binnen de omtrek van het gebied;

Overwegende dat bovenbedoeld artikel 46, § 1, bepaalt dat in geval van wijziging van een gewestplan "de opneming van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering";

Overwegende dat dit besluit voorziet in de herbestemming als bosgebied van terreinen met een oppervlakte van 29 hectare, aanvankelijk bestemd als ontginningsgebied bij het koninklijk besluit van 20 november 1981 tot opstelling van het gewestplan Hoei-Borgworm, waarvan aan dit besluit voorafgaande studies aangetoond hebben dat het niet opportuun was om ze te ontginnen;

Overwegende dat die herbestemming als bosgebied van een oppervlakte van 29 hectare, die overeenstemt met de oppervlakte van het als ontginningsgebied bestemde gebied, het mogelijk maakt te voldoen aan de verplichtingen bepaald bij artikel 46, § 1, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Hoei-Borgworm met het oog op de uitbreiding van een ontginningsgebied en op de herbestemming als bosgebied van een gedeelte van dat gebied op het grondgebied van de gemeente Hoei (Ben-Ahin), plaatsnaam "Rieudotte" (blad 48/2), wordt definitief aangenomen overeenkomstig bijgevoegde kaart.

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 juni 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Het advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" van 29 november 1996 is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 mei 1997, op blz. 12165.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4015

[2007/202932]

13 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement approuvant le programme communal de développement rural de la commune de Sprimont

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, § 3;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Sprimont du 23 février 2007 approuvant le programme communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire rendu le 13 mai 2007;

Considérant que la commune de Sprimont ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme communal de développement rural de la commune de Sprimont est approuvé pour une période de dix ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre qui a le Développement rural dans ses attributions.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.